



RAPPORT ANNUEL 2009-2010



50 ans de solidarité 1961-2011



Depuis 1961 la présence continue de SUCO dans le paysage de la coopération internationale canadienne témoigne d'un intense attachement à des idéaux ainsi que d'une remarquable capacité d'adaptation. L'expérience et la capacité d'innovation développés par SUCO au long de ces années sont garants de son avenir.

Des liens solidaires depuis 50 ans

SUCO aura cinquante ans en 2011 et ce sont des années qui auront compté tant par la solidarité directe qui a été exercée auprès des populations des pays où nous intervenons que par les projets de développement qui ont laissé des traces toute cette période. On peut lire sur notre site WEB :

« En 1961 naissaient, à l'instigation des universités canadiennes, SUCO (Service universitaire canadien outre-mer) et son pendant anglophone CUSO (Canadian University Service Overseas). »

Notre organisation a évolué, a été confrontée à divers choix à travers le temps et s'est développée permettant ainsi de continuer les nombreuses actions et interventions. Certains moments de son histoire ont été plus difficiles ou ont présenté des défis de taille et entraîné des restructurations. Toutefois, SUCO s'engage dans une ère de transformations en profondeur convaincue du rôle des populations civiles dans le développement.

Ces dernières années ont toutefois présenté des défis particuliers compte tenu du réalignement de l'aide au développement et de nombreuses interventions faites en situation d'urgence. SUCO continue d'œuvrer au Nicaragua, au Honduras, en Haïti, au Pérou et au Mali dans les créneaux qui font sa marque, le développement local et l'approche agroenvironnementale, mais ce n'est pas sans difficulté. Confrontés aux nouvelles



Jocelyne Lacasse,
Présidente, Conseil d'administration

de réaliser notre mission tout en étant conscientes et conscients. Les prochaines années nécessiteront un alignement stratégique serré permettant de s'ajuster rapidement aux aléas du financement des organisations non gouvernementales soumises à des façons de faire en matière d'aide au développement. Récemment, plusieurs autres organisations non gouvernementales ont vu leur programmation amputée, voire annihilée à cause d'une absence de financement.

À la lecture du rapport annuel, vous pourrez constater que nos équipes terrain ne chôment pas, que nous constatons des résultats concrets dans bon nombre de nos projets et que le travail accompli par nos équipes (nos permanents, représentants, coopérants et stagiaires) tant au siège social que dans nos lieux d'intervention a permis de mettre à profit nos approches de développement local et agroenvironnemental.

Nous sommes toujours là après presque un demi-siècle d'actions qui ont contribué au développement des capacités des populations de nos pays d'intervention. Vous êtes des milliers à avoir apporté votre contribution en tant que coopérant ou coopérante volontaire, stagiaire, partenaire, bailleur ou donateur. L'an prochain, il faut savoir donner une place de choix au cinquantenaire de SUCO. C'est dans ce sens que nous vous invitons à visiter SUCO sur son site WEB ou sur Facebook pour vous signaler et nous manifester votre intérêt par vos témoignages, vos photos, votre implication... Nous ferons ainsi tous ensemble un succès des événements qui souligneront ce cinquantième anniversaire. Merci à l'avance de nous aider en participant au cinquantième ou en vous impliquant d'autres façons. C'est ainsi que SUCO peut réaliser sa mission et démontrer l'efficacité de ses approches.

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2009-10

| | |
|--|---|
| Jocelyne Lacasse, <i>Présidente</i> | André Gobeil, <i>Administrateur</i> |
| Ginette Richard, <i>Vice-Présidente</i> | Jean-François Perreault, <i>Administrateur</i> |
| Jeannette Thiffault, <i>Trésorière</i> | Mireille Poulin, <i>Administratrice</i> |
| Denis Chabot, <i>Secrétaire</i> | Diane Turbide, <i>Administratrice</i> |
| Michèle Asselin, <i>Administratrice</i> | ToNga Huyhn, <i>Syndicat des employés</i> |

COOPÉRATION VOLONTAIRE

En 2009-2010, 26 coopérants et coopérantes volontaires se sont engagés avec SUCO dans le cadre de projets de développement en Haïti, au Honduras, au Mali, au Nicaragua et au Pérou. Des volontaires spécialisés en organisation communautaire, en gestion de micro-crédit, en agriculture, entre autres, ont partagé leur expertise en vue d'appuyer nos partenaires du Sud à mettre en place des actions de développement en réponse aux besoins socio-économiques des populations. De plus, l'ACDI a approuvée une entente triennale avec SUCO pour le programme de stages internationaux pour les jeunes (PSIJ), ce qui permettra à 20 stagiaires par année d'appuyer les projets de SUCO et de ses partenaires.

Le PCV et le PSIJ sont rendus possibles grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Sensibilisation à la solidarité internationale

bâtir les ponts entre le Nord et le Sud

En 2009-2010, les activités de sensibilisation du public des stagiaires PSIJ, des personnes coopérantes et des partenaires ont favorisé la réflexion, la mobilisation et l'engagement des individus et des communautés d'ici et d'ailleurs. Ces actions de solidarité ont pris la forme d'articles, de témoignages, de blogs, de conférences, de kiosques d'information, de vidéo-photos, de parutions médiatiques, etc. Nouvellement branché sur le Web 2.0, SUCO a partagé ces outils d'éducation au moyen de réseaux sociaux, tels que Facebook, Twitter et Youtube. ◆

Bâtir un avenir plus vert

La détérioration des terres, l'érosion des sols et la déforestation brossent le portrait des principaux enjeux environnementaux en Haïti. SUCO a mis en œuvre un projet de compostage qui contribue à la protection de l'environnement et l'amélioration de la production agricole, dans une optique de sécurité alimentaire de la commune de Marigot. Un vidéo-photos a été réalisé. Ce projet très apprécié du public a été diffusé largement sur le site Web, les médias sociaux et au cours de divers événements. ◆

Le développement local : Choisir, décider, agir

Face aux enjeux majeurs liés à la pauvreté, à l'accès aux services de base, à la sécurité alimentaire et à la protection de l'environnement, SUCO travaille en développement local au renforcement des capacités d'agir des populations de zones vulnérables du Mali, du Pérou d'Haïti, du Honduras et du Nicaragua.

La mobilisation qu'accompagne SUCO permet de regrouper les forces vives des collectivités autour de projets porteurs et d'objectifs communs.

En apprenant à choisir, à décider et à agir, à partir des capacités et des ressources locales, les acteurs engagés dans le développement de leur communauté sont à même de mieux cibler les problèmes à résoudre et la façon d'y arriver.

Au MALI, le développement et le maintien d'alliances avec des associations locales et institutions œuvrant en développement local se sont poursuivis tout au cours de l'année. Avec nos partenaires, nous avons accompagné la population de 65 villages dans une démarche qui a permis la mise en place ou le renforcement de 35 Associations de développement villageoises (ADV). Des études de faisabilité de projets ont été menées avec la population de 16 villages et des fonds de microcrédits ont été remis dans six villages permettant le financement de 150 projets agricoles. Nous avons aussi participé à la formation de 175 ressources villageoises, dont 50 femmes, en gestion comptable. De plus, 20 caisses communautaires du Ben-Ba, un regroupement de soixante associations villageoises, ont été consolidées.

À la faveur d'une entente de partenariat avec la municipalité provinciale de Huarí, dans le département d'Ancash **au PÉROU**, nous avons appuyé en matière de production et d'organisation les membres de 97 familles d'éleveurs de quatre communautés rurales. C'est ainsi que 47 familles de la communauté de Tashta ont amélioré leurs capacités d'analyser leurs besoins et de s'engager dans des actions de développement local permettant d'y répondre. Les 75 membres formés, dont 38 femmes, ont été ainsi en mesure d'identifier les ressources internes et externes disponibles, de prioriser des besoins et de procéder à la conception et au cofinancement d'un projet d'enclos pour leurs pâturages.

Les dix partenaires locaux des différents projets exécutés par SUCO **en HAÏTI** sont des associations paysannes dont l'activité



Joanne Mantha, coopérante en appui aux projets de reconstruction en Haïti.

principale est l'agriculture. Dans le département de Marigot, situé au sud-est du pays, nous avons privilégié, comme stratégie d'intervention en développement local, le renforcement du secteur associatif. Nos actions ont permis d'améliorer les capacités de 70 dirigeants et dirigeantes communales à prendre des décisions de manière concertée. De plus, ce travail, qui enseigne aux hommes et aux femmes à dialoguer, donne à chacun et chacune la chance d'accéder aux mêmes opportunités. La démarche

d'accompagnement des collectivités mise de l'avant par SUCO en Haïti est d'autant plus pertinente suite au séisme de janvier dernier, qu'elle permet de mobiliser les paysans et paysannes autour d'activités qui favorisent l'intégration des personnes sinistrées en provenance de Port-au-Prince et assurent la sécurité alimentaire de toute cette population.

Par son implication active au sein de différents réseaux, tant au Honduras qu'au Nicaragua, SUCO permet le renforcement d'une centaine d'organisations de la société civile œuvrant au niveau de la sécurité alimentaire, de la promotion paysanne ou de l'égalité homme femme.

Au HONDURAS, SUCO a favorisé la mise en place d'espaces de discussions et d'échanges d'informations entre quatre partenaires du département de Choluteca. Ces espaces permettent aux nouveaux partenaires d'apprendre mutuellement et de s'entraider, en partageant des compétences et des pratiques en production agricole et participation citoyenne qui profiteront à des centaines de producteurs et productrices du département. De plus, quelque 30 comités de défense de la nature ont pu examiner la loi de protection de l'environnement du Honduras et veiller à son application.

Au NICARAGUA, nous avons appuyé la coordination et le fonctionnement démocratique de deux réseaux de producteurs et productrices. En tant que membre de la coordination d'un de ces regroupements de 80 organisations, nous avons participé à un processus de résolution constructive de conflits. Finalement, une enquête réalisée sur les conséquences de la sécheresse prolongée qu'a connue le pays a permis aux membres de ce réseau de développer leurs capacités de plaider en ce qui concerne la loi sur la sécurité et souveraineté alimentaire du pays. ◆



Changements climatiques : l'heure d'agir ensemble !

Afin de bien illustrer l'urgence de la situation environnementale à l'échelle mondiale, SUCO a conçu l'exposition de photos « *Changements climatiques : populations paysannes prises dans la tourmente !* ». Plus de 620 personnes ont pu l'admirer, notamment à Montréal lors des journées québécoises de solidarité internationale et d'un vernissage au café Léopard. Cette expo-photos a par la suite été présentée au Ministère des relations internationales à Québec, où elle a aussi connu un franc succès. Ces images évocatrices ont mis en relief les actions menées par les populations du Sud pour s'adapter à ces changements et sur les gestes à poser pour contrer l'impact de nos modes de vie sur la terre et ses ressources. ♦

■ L'agroenvironnement ■

Des actions au présent, un engagement vers l'avenir

Dans son dernier rapport annuel, SUCO rendait compte de son engagement envers les populations quant à la crise alimentaire qui était alors à son apogée. Malgré un regain d'intérêt pour l'agriculture dans plusieurs pays et chez les bailleurs de fonds, les promesses de nouveaux investissements et de changements dans les politiques agricoles ne sont pas encore au rendez-vous. Aujourd'hui il y a toujours près de 925 millions de personnes qui souffrent de la faim dans le monde. SUCO, depuis plusieurs années, s'est joint au mouvement qui défend une agriculture familiale et nourricière tout en travaillant à diminuer les effets néfastes des catastrophes naturelles qui frappent les populations que nous accompagnons.

La sécheresse a sévi au Nicaragua et au Honduras, limitant les rendements agricoles et mettant en péril la sécurité alimentaire des familles. Le tremblement de terre en Haïti a provoqué un mouvement d'exode de la population de Port-au-Prince vers les campagnes créant une forte pression sur les aliments disponibles. Cependant tant au Nicaragua, qu'au Honduras et en Haïti, les familles très engagées dans nos projets ont redoublé d'efforts pour être en mesure de faire face à ces situations.

C'est donc dans un contexte difficile et complexe que nous travaillons au développement d'une agriculture qui contribue à la sécurité alimentaire et qui protège l'environnement. Voici quelques exemples de ce travail réalisé conjointement avec nos partenaires et des résultats que nous avons atteints au Nicaragua, Honduras, Haïti, Mali et Pérou.

La formation et l'accompagnement aux activités agricoles sont essentiels et notre manuel de formation paysanne, le Machete Verde (en espagnol) et Djakout peyizan (en créole) demeure notre outil privilégié. Au Honduras, nous avons formé et accompagné près de 300 personnes (50% de femmes) en production agricole et protection de l'environnement. Des ateliers sur la fabrication et l'utilisation de compost se sont déroulés au Mali et en Haïti. Au Pérou, 45 personnes ont suivi une formation en transformation laitière, activité qui leur permettra de générer des revenus.

Les familles paysannes possèdent peu d'équipements permettant une meilleure production et mise en marché, nous avons

donc favorisé l'acquisition d'infrastructures et d'équipements. Au Mali, l'achat de bœufs de labour et de matériel agricole a été rendu possible grâce aux caisses villageoises autogérées par les communautés, fruit d'un travail de plusieurs années de SUCO avec les populations. En Amérique centrale et au Pérou nous avons facilité la mise en place de systèmes d'irrigation et de captation d'eau et installé vingt silos communautaires pour la conservation des céréales. De surcroît, plus de 120 poulaillers ont été construits et 73 granges d'élevage de cochons d'Inde.

Au nombre des actions agricoles entreprises, notons l'installation d'une serre de 5 000 plants au bénéfice de familles hon-

duriennes. Une centaine de familles ont diversifié leur production agricole et reçu 15 plants d'arbres fruitiers pour reboiser et améliorer leur alimentation. De nouvelles cultures ont été introduites dans la centaine de jardins potagers mis sur pied au Pérou. Cette diversification a eu un impact positif sur la santé des enfants. La production de compost en Haïti a continué malgré le séisme. Les familles l'utilisent en remplacement d'engrais chimique. Au Mali, nous avons accompagné une coopérative féminine de karité et avons renforcé leurs compétences en fertilisation des sols permettant d'améliorer les plantations d'arbres à karité.



Maryline Demers, stagiaire, Nicaragua

La protection de l'environnement est au cœur de nos actions, avec l'installation de fours améliorés (20) au Honduras nous avons atteint une réduction de près de 30% du bois utilisé pour la cuisine. L'association des femmes de Choloteca (AMDV) a réalisé des diagnostics environnementaux dans 15 communautés rurales du Honduras et 11 comités municipaux de défense de la nature, inactifs depuis plusieurs années, ont été remis sur pied.

Toutes les interventions mises en place ont favorisé la participation des femmes et nous avons obtenu des résultats probants, dans tous nos pays nous atteignons plus de 50% de participation des femmes dans les projets mis en œuvre, au Honduras ce pourcentage augmente à 70%. Les femmes s'engagent majoritairement au sein de leur communauté et deviennent des promotrices du développement au sein de leur communauté. ♦

RAPPORT FINANCIER

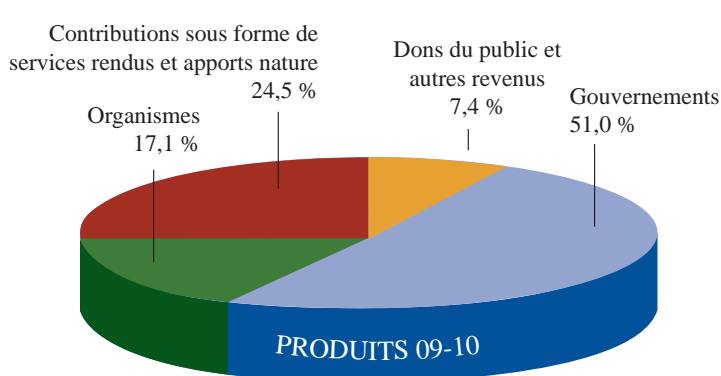
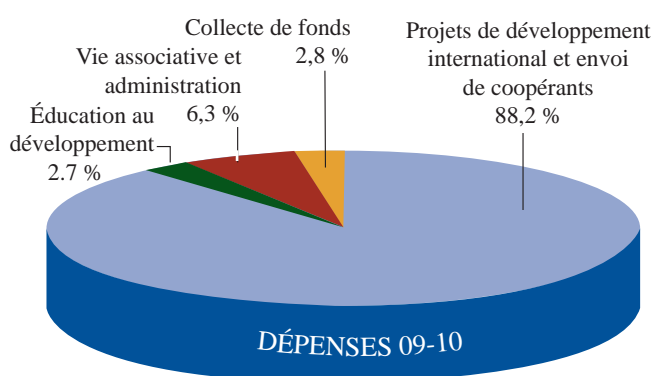
État des résultats / Exercice terminé le 31 mars 2010

| | 2010 \$ | 2009 \$ | | 2010 \$ | 2009 \$ |
|---|------------------|------------------|--|------------------|------------------|
| Produits | | | Charges | | |
| Gouvernement du Canada | 1 201 193 | 1 900 193 | Coûts directs d'envoi de coopérants | 548 304 | 604 478 |
| Gouvernement du Québec | 358 002 | 165 759 | Équivalents salaires (1) | 746 040 | 765 391 |
| Organismes - pour des projets | 523 410 | 717 431 | Projets de développement international | 921 573 | 1 546 541 |
| Dons du public - en espèces | 227 476 | 247 885 | Bureaux outre-mer | 231 899 | 137 280 |
| Contributions sous forme de services rendus (1) | 746 040 | 765 391 | Direction des programmes outre-mer | 247 330 | 294 060 |
| Autres revenus | | 6 682 | Programme d'éducation | 82 943 | 76 918 |
| Apports en nature | 2 400 | 2 400 | Collecte de fonds | 86 129 | 140 704 |
| | <u>3 058 521</u> | <u>3 805 741</u> | Administration et vie associative | 179 483 | 214 998 |
| | | | Amortissement des immobilisations | 13 828 | 19 423 |
| | | | | <u>3 057 529</u> | <u>3 799 793</u> |
| | | | Excédent des produits sur les charges | 992 | 5 948 |

(1) Apports reçus sous forme de services. Les coopérants-volontaires ne sont pas rémunérés pour leur travail dans les projets de développement international, ils ne reçoivent qu'une allocation de séjour et logement. Leur contribution représente la valeur de leur travail non rémunéré. Cette contribution est comptabilisée dans les produits comme contributions sous forme de services rendus et dans les charges sous la rubrique "équivalents-salaires".

Bilan au 31 mars 2010

| Actif | 2010 \$ | 2009 \$ | Passif et actifs nets | 2010 \$ | 2009 \$ |
|-------------------------------------|----------------|------------------|--|----------------|------------------|
| Actif à court terme | | | Passif à court terme | | |
| Encaisse | 683 492 | 990 097 | Créditeurs et charges à payer | 71 973 | 109 172 |
| Placements | - | - | Provision pour rapatriement sanitaire | - | - |
| Débiteurs | 75 592 | 134 027 | | <u>109 172</u> | <u>109 172</u> |
| Frais reportés au prochain exercice | 30 023 | 9 974 | Appports reportés | 365 534 | 675 253 |
| | <u>789 107</u> | <u>1 134 098</u> | Obligations contrat location-acquisition | 9 554 | 12 747 |
| Immobilisations nettes | 42 385 | 46 513 | | <u>447 061</u> | <u>797 172</u> |
| | <u>831 492</u> | <u>1 180 611</u> | Actifs nets | | |
| | | | Actifs nets investis en immobilisations | 32 831 | 33 766 |
| | | | Actifs nets non affectés | 276 161 | 274 234 |
| | | | Affectation d'origine interne | 75 439 | 75 539 |
| | | | | <u>384 431</u> | <u>383 439</u> |
| | | | | <u>831 492</u> | <u>1 180 611</u> |



Merci à nos donateurs et nos partenaires... vous êtes au cœur de nos réussites !

SUCO tient à remercier très sincèrement tous ses partenaires financiers ainsi que ses donateurs institutionnels et individuels qui lui permettent de poursuivre sa mission et de continuer à promouvoir la solidarité, la justice sociale et le développement durable. SUCO est reconnaissant envers toutes ces personnes donatrices fidèles qui soutiennent son travail sur une base régulière.

Partenaires financiers 2009-10

- L'Agence canadienne de développement international (ACDI)
- Le Ministère des relations internationales du Québec (MRI)
- L'Œuvre Léger
- Fonds Marie-François
- La Fondation Denise & Robert Gibeau
- La Fondation Edward Assh
- La Fondation Internationale Roncalli
- Province de Saint-Joseph
- SNJM Résidences locales
- Municipalité de Huari, Pérou
- École primaire Iona de Montréal
- Cegep de Sherbrooke
- Cegep de Maisonneuve
- FAO (Fonds pour l'alimentation et l'agriculture)



Solidarité Union Coopération
1453, rue Beaubien Est, Montréal, Qc, H2G 3C6
Tél.: (514) 272-3019 - Téléc.: (514) 272-3097
montreal@suco.org - www.suco.org
Numéro d'enregistrement 130650575RR0001